



Photo: © 2012 SIP / Luc Deflorenne, tous droits réservés

Go West!

Une mission économique menée par le Grand-Duché héritier Guillaume et le ministre de l'Economie, Etienne Schneider (entourant ici Jean Charest, Premier ministre du Québec), va traverser le Canada du 7 au 12 mai.

L'Europe reste de loin le terrain de jeux économique du Grand-Duché, mais le Canada n'en constitue pas moins un partenaire de premier plan pour le Luxembourg.

Si les échanges commerciaux restent faibles – 88 millions de dollars canadiens d'importations pour 114,7 millions d'exportations –, en matière d'investissements directs étrangers (IDE), les chiffres ont une tout autre dimension.

Ainsi, en 2011, le Luxembourg était, avec un montant de 25,2 milliards de dollars canadiens, le quatrième pays investissant au Canada. Evidemment, ce niveau est atteint principalement grâce à ArcelorMittal, qui, outre Dofasco, contrôle au Canada différents sites miniers.

Le sidérurgiste vient d'ailleurs tout juste d'investir 1,4 milliard de

Un accord et de belles perspectives

MARC FASSONE - mfassone@le-jeudi.lu

dollars canadiens dans le nord du Québec.

Les Canadiens ne sont pas en reste.

Au Luxembourg, on connaît bien sûr Husky et RBC – qui vient de prendre le contrôle de RBC Dexia –, et Northstar, un assureur crédit qui a signé un partenariat avec l'Office du Ducroire.

De grandes entreprises rejointes récemment par Transcom Worldwide ou Flagstone.

En quête de diversification

Et RIM, le fabricant du BlackBerry, ne devrait pas tarder à éta-

blir ses pénates de ce côté de l'Atlantique.

Au total, le Canada détient pour 13,8 milliards de dollars canadiens d'IDE au Grand-Duché de Luxembourg.

Un chiffre a comparé aux 3 petits milliards recensés en 2006. Un chiffre qui pourrait exploser grâce au Ceta, l'accord commercial global (en ce sens qu'il intègre également les marchés publics) en cours de négociation entre les autorités de Bruxelles et d'Ottawa et dont on espère la conclusion d'ici la fin de l'année.

Pour le gouvernement canadien, la volonté est d'amener plus

de compagnies canadiennes vers l'Europe afin de faire diminuer la dépendance vis-à-vis de l'économie américaine, qui pèse près de 80% du commerce extérieur du pays.

Des compagnies dont Luxembourg accueillerait volontiers le siège européen.

Pour l'économie et les entreprises luxembourgeoises, le Canada offre donc de très belles perspectives.

Fidèle en cela à sa stratégie de diversification économique, la mission économique cible prioritairement quatre secteurs clés: les services financiers, les technologies de la communication (avec une emphase toute particulière mise sur les jeux vidéo en ligne), les sciences de la vie et les «clean tech» (l'ensemble des technologies faisant appel aux ressources renouvelables).

Schneider: «Attirer les start-ups innovantes»

Trois questions à Etienne Schneider

Les ambitions du ministre de l'Economie au Canada.

«Le Jeudi: Cette mission économique au Canada sera la première que vous mènerez en tant que ministre de l'Economie. Tout d'abord, est-ce vous qui avez choisi le Canada comme destination, ou bien le voyage était-il déjà prévu avant votre prise de fonctions?»

Etienne Schneider: «Cette mission était prévue de longue date, bien avant ma prise de fonctions. Et même si le programme en était arrêté, j'ai tenu à y ajouter un volet économie solidaire. C'est une première dans une mission économique. Et c'est même un volet important de cette mission. Depuis ma prise de fonctions au ministère de l'Economie – ministère sous la tutelle duquel se trouve le ministère de l'Economie solidaire –, j'essaie d'intégrer verticalement les questions d'économie solidaire. Par exemple, Trau Dech, l'initiative de soutien aux entrepreneurs, sera étendue à l'économie solidaire. Et, pour mener ce projet à bien, je viens voir ce qui s'est fait ici. [NDLR: Le Québec est un pays en pointe en matière d'économie solidaire.]

En 2007, la province a lancé un programme de politiques gouvernementales favorisant le développement et la mise en œuvre de l'économie sociale. Aujourd'hui, ce secteur compte 7.000 entreprises, em-

ployant 125.000 personnes et générant un chiffre d'affaires annuel de plus de 17 milliards de dollars canadiens, soit 8% du PIB du Québec.

Laurent Dessard, le ministre québécois chargé du dossier, a rencontré Etienne Schneider le 14 décembre dernier.]

Mon objectif est de promouvoir l'économie solidaire comme partie intégrante de notre économie. Un développement qui se fera de façon complémentaire dans les secteurs délaissés par l'économie classique».

Le Jeudi: «Comment appréhendez-vous ce voyage?»

E. S.: «Il y a vingt ans, une visite de prospection économique couronnée de succès était celle qui se concluait par la signature d'un contrat avec à la clé quelques centaines d'emplois. Le modèle Goodyear. Aujourd'hui, c'est fini. Plus que de repartir avec des contrats signés, l'idée est de motiver des start-ups exerçant dans l'un des quatre secteurs économiques que nous voulons développer au Luxembourg afin qu'elles viennent s'installer chez nous. Au début, cela ne rapporte pas grand-chose. Mais à la longue...

Dans cette période de crise, les décisions d'investissements ne se prennent pas facilement. Le fait de venir en délégation de haut niveau ouvre des portes. Et cela montre le sérieux du gouvernement luxembourgeois.

[NDLR: Luc Frieden et Romain Schneider, les ministres des Finances et de l'Economie solidaire, devaient également être du voyage. Le discours sur l'état de la nation de Jean-Claude Juncker et le débat parlementaire qui l'a suivi les ont forcés à annuler. Pour le 100^e jour de sa nomination, le ministre de l'Economie portait donc trois portefeuilles.]

Cette mission inclut différents volets. Il y aura des ateliers organisés par les services du ministère et par la Chambre de commerce, avec également du matchmaking sous la responsabilité de la Chambre de commerce. Il y a également un volet officiel, une visite de courtoisie qui est aussi l'occasion de nous informer sur les sujets qui nous intéressent dans les pratiques des Canadiens.»

«Trois accords signés»

«Concernant le dernier volet, la prospection économique proprement dite, notre idée est d'aller voir les entreprises qui se sont récemment installées au Grand-Duché (Opentext et Kobo) afin de les remercier, de voir si tout se passe conformément à leurs attentes et de savoir si elles n'ont pas de nouveaux besoins. Bref, on essaie de les inciter à faire plus.

Nous ciblons également les entreprises susceptibles de venir s'installer en Europe. Avec le Ceta, l'Europe a gagné en visibilité. Il y a une opportunité pour nous d'attirer les sièges européens de ces sociétés.»

«Le Jeudi: Qu'attendez-vous de votre voyage en termes de retombées concrètes?»

E. S.: «Durant le voyage, trois accords seront signés. Le premier relatif à l'amendement de la convention de non-double imposition liant le Luxembourg au Canada selon le modèle OCDE prévoyant l'échange d'informations sur demande entre administrations fiscales. Un accord portant sur le développement d'une caméra haute définition sera signé entre le CRP Gabriel Lippmann et la société Telops. Enfin, Epuramat signera un gros contrat avec la société Black Opal.

J'aurai également l'occasion de rencontrer la direction de RBC sur l'avenir de ses activités luxembourgeoises.

La rencontre avec RIM sera également un moment important. La société, même si rien n'est encore officiel, va s'implanter chez nous. Elle est très intéressée par nos infrastructures. [NDLR: RIM, avant d'être un fabricant de téléphones, est une société de services proposant aux entreprises des services de messagerie nécessitant de nombreux data centers sécurisés.]

Enfin, j'espère convaincre Kobo d'assurer la distribution de sa tablette depuis le Luxembourg via la plate-forme logistique luxembourgeoise. Ce serait une grande avancée pour le secteur logistique luxembourgeois.»

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARC FASSONE